

## France : le rapport Attali prône des réformes libérales

Pierre Mabut et Alex Lantier, <http://www.wsws.org/francais/News/2008/fev08/atta-f05.shtml>

Jacques Attali, un des principaux conseillers des politiciens de premier plan du Parti socialiste et président du groupe de réflexion mis en place par le président de droite Nicolas Sarkozy, a publié le 23 janvier un projet pour la « libération de la croissance » de l'économie française. Sarkozy a promis « pour l'essentiel » d'appliquer toutes les propositions du rapport.

L'idée maîtresse des 316 recommandations est de réduire de façon draconienne la dépense publique et le nombre de fonctionnaires par le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite. Le rapport dit : « Les Français doivent en particulier savoir que l'avenir de l'emploi n'est plus dans la fonction publique et celui des entreprises n'est plus dans les subventions. » Le projet cherche à réduire encore plus les contributions patronales aux charges sociales, réputées être les plus élevées d'Europe, ce qui affectera directement la dépense publique.

Le rapport prône la suppression de tout contrôle des prix, notamment en abrogeant la loi Galland de 1996. Cette loi de 1996 protège les petits commerces en interdisant aux supermarchés et hypermarchés de vendre des marchandises à perte dans le but d'attirer la clientèle des petits commerces.

Le rapport propose un changement majeur du Code du travail, permettant aux employeurs de licencier des employés en CDI à plein temps (contrat à durée indéterminée), au simple motif d'une nécessité de restructuration ou d'amélioration de la profitabilité ou de la compétitivité. Les chômeurs recevraient « un salaire » pendant un mois pour les aider dans leur recherche d'un emploi. Attali prétend que si toutes ces mesures étaient appliquées, le chômage passerait de 8 à 5 pour cent en deux ans et que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté serait diminué de moitié en l'espace de cinq ans, passant des 7 millions actuels à 3 millions. L'objectif est de réduire la dette publique pour la faire passer de 64 à 55 pour cent du PIB.

Sur la question de l'enseignement supérieur, le rapport Attali prône la création de 10 « grands pôles universitaires d'excellence », groupe d'universités d'élite qui « pourront être financés à 80 pour cent par le secteur privé ». Cela fait déjà partie de la privatisation rampante de la loi LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités) sur l'enseignement supérieur proposée par les ministres de Sarkozy et récemment très contestée par les étudiants. Les parents recevront des bons leur permettant de « choisir » l'école de leurs enfants. Ecoles et familles des quartiers déshérités seront laissés pour compte et verront le niveau d'éducation baisser encore plus, au nom de l'effort pour encourager la compétition entre établissements.

D'autres idées du plan incluent la dérégulation de professions telles les pharmaciens, les chauffeurs de taxi afin d'ouvrir les vannes pour ces professions.

La publication d'un rapport tellement droitier par un intellectuel reconnu, lié au Parti socialiste, en dit long sur la situation politique en France. La courte période de grande popularité de Sarkozy dans les sondages pendant l'été 2007 était en grande partie due à la couverture par les médias bourgeois de ses projets de réformes présentés sous un jour uniformément favorable. Cette collaboration politique a peut-être été la plus flagrante dans la nomination par Sarkozy de personnalités du PS à des postes importants, par exemple Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang et Bernard Kouchner.

Attali lui-même jouit d'une crédibilité impeccable dans l'*establishment*. Économiste de formation et énarque, il est passé par la prestigieuse Ecole nationale d'administration (ENA) où il était un ami personnel du poids lourd du PS Laurent Fabius, il fut « conseiller personnel » du président François Mitterrand lorsque celui-ci devint président en 1981. En 1982-1983, alors que la politique de Mitterrand rencontrait l'opposition des marchés financiers, Attali prônait ouvertement la « rigueur économique » par opposition aux déficits publics.

La collaboration d'Attali avec Mitterrand dura 10 ans. En 1991, Attali lança la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) qui avait pour objectif de financer les initiatives privées dans le démantèlement et le partage des économies du bloc des pays de l'Est. En 1993, il quitta son poste de président de la BERD après un scandale financier concernant la construction de son quartier général à Londres. Le coût dépassait 560 millions de francs, ce qui représentait une somme plus élevée que le montant total des prêts accordés à l'Europe de l'Est. Attali dut aussi finalement s'acquitter de plus d'un million de francs pour régler l'affaire l'accusant d'avoir reçu des paiements injustifiés en 2007 dans le scandale du

trafic d'armes Angolagate. La réaction du PS au rapport Attali souligne les difficultés auxquelles le parti est confronté du fait de la collaboration ouverte de ses personnalités de premier plan avec le gouvernement de Sarkozy.

Le plan Attali a reçu un accueil chaleureux de la part de l'ex candidate à la présidentielle, Ségolène Royal, qui a exprimé la position peut-être la plus ouvertement droitière des plus importants politiciens PS. Elle a dit : « Ce rapport a le mérite d'être là. Il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de regarder les propositions mises sur la table. Je pense que tout ce qui va dans le sens du déblocage de ce qui freine l'initiative doit être pris en considération. La France a besoin de réformes. Ce rapport a été fait pour aider la France et moi, je veux aider la France. »

D'autres politiciens du PS ont critiqué le rapport d'une manière qui montre leur accord de fond avec sa politique droitière. Ainsi Jean-Christophe Cambadélis a dit : « Le rapport Attali est un supermarché, on y trouve ce qu'on veut. De toute façon, Sarkozy finira par brandir la crise financière pour se justifier de ne pas appliquer la plupart des décisions qu'il contient. »

La critique la plus forte a émané des alliés de Laurent Fabius, l'ami d'Attali et ancien ministre des Finances pro-patronat sous Mitterrand. Claude Batolone s'est ainsi, en toute démagogie, déclaré « scandalisé par le décalage entre la gravité de la situation que connaissent les habitants de ce pays et ce « truc libéral » qui prône la baisse des salaires et de la protection sociale. »

Le sceau d'approbation pour le plan Attali est venu comme on pouvait s'y attendre de l'organisation patronale MEDEF (Mouvement des entreprises de France), qui « partage les grands principes et les valeurs qui inspirent ce rapport : l'urgence d'une politique de l'offre, une réforme de l'Etat, la nécessaire maîtrise des dépenses publiques et la baisse des prélèvements obligatoires [pour les patrons.]»

Pour le moment on ignore encore le sort réservé à ce rapport. Le président Sarkozy a fait savoir qu'il ne prendra pas à son compte au moins deux de ses recommandations. Une augmentation de 1,2 pour cent de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) et une augmentation de l'impôt sur le revenu à travers la CSG (qui contribue à financer les prestations sociales) sont hors de question. Le premier ministre François Fillon a dit, « Il n'y aura donc pas de hausse de la TVA. Nous allons commencer à réduire la dépense publique ; Et puis plus tard, mais toujours en 2008, nous commencerons à travailler à un meilleur système de charges sociales. »

Sarkozy s'est aussi opposé à la proposition d'Attali de supprimer les départements, second niveau d'administration régionale de la France, créés durant la Révolution française. Il a cité la nécessité de « la légitimité historique » fournie par les départements, ce qui témoigne de sa part de la reconnaissance fondamentale que, avec une opinion populaire qui se dresse chaque jour un peu plus contre lui, toute réforme substantielle du gouvernement local deviendrait immédiatement un sujet de controverse intense.

Attali a aussi déplu à certains membres du parti au gouvernement, l'UMP (Union pour un mouvement populaire) avec sa proposition d'encourager 250 000 immigrés de plus par an à venir en France occuper les postes non pourvus dans certains secteurs. Il déclare que cela augmenterait de 0,5 pour cent par an la croissance économique, en fournissant de la main-d'œuvre bon marché en quantité dans des secteurs connus pour être mal payés et avoir des conditions difficiles, tels le bâtiment, la restauration et les services médicaux. Pour Sarkozy, qui a fait campagne sur une ligne nationaliste et a fait des raids sur les immigrés et des déportations organisées par son ministre de l'Immigration et de l'identité nationale le point phare de sa politique, adopter ouvertement une telle mesure serait assurément compliqué d'un point de vue politique.

Sur les questions politiques de fond, néanmoins, il n'existe pas de désaccord de principe entre le personnel UMP au pouvoir et les personnalités PS comme Attali qui sont à l'unisson sur le besoin d'imposer des mesures politiquement impopulaires sur les masses. Dans un entretien avec le *Financial Times* sur le rapport Attali, François Fillon a dit : « Il suffit d'un évènement qui frappe les Français pour que les sondages changent. Tout cela n'a pas d'importance. Ce qui est important, c'est que nous avons un président qui a été élu pour cinq ans qui est décidé à changer les choses. Tout le reste est anecdotique. »